

La résistance des valeurs de gauche

La progression de la droite aux élections et la présence de ses thèmes dans les médias peuvent faire croire à un déclin de la gauche et des valeurs qu'elle incarne...

Pour Vincent Tiberj, professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux et chercheur au Centre Emile Durkheim, des indicateurs montrent que cette idée doit être nuancée.

Vous défendez l'idée que contrairement à ce que laissent penser les sondages, les résultats électoraux ou le débat public, les valeurs de gauche sont loin d'être minoritaires. Pourquoi ?

Cette question renvoie vers celle de la « droitisation », l'idée d'un mouvement qui irait vers plus de conservatisme, dans la société française.

Mais de quoi parle-t-on : de droitisation de la façon de s'exprimer ? Elle est indéniable, notamment sur les chaînes d'information continue ou chez certains éditorialistes. Il y a aussi des effets d'agenda : lors de cette présidentielle on aura beaucoup parlé d'immigration, d'intégration, de grand remplacement... au détriment du discours sur la lutte contre les inégalités, pour les solidarités, les services publics par exemple. Mais ces choix d'agenda sont le fait d'acteurs politiques ; cette campagne aura donné un poids considérable aux thématiques de droite et d'extrême droite.

Cela ne peut qu'empêcher la gauche d'exister et de faire émerger d'autres récits sur la solidarité, l'écologie, la diversité.

Quand on regarde les votes, la gauche n'a jamais été aussi faible : en 2012 elle représentait plus de 40 % des voix. Cette année, au premier tour, les voix de gauche additionnées n'atteignaient pas le tiers des exprimés. Mais la vraie question est de savoir si ce phénomène renvoie à un défaut de valeurs ou à un défaut d'incarnation.

En effet, quand on regarde l'évolution des valeurs sur les questions socioéconomiques ou culturelles, il faut nuancer. Sur le socioéconomique, il y a de hauts et des

« Quel est le récit collectif qui est proposé aux Français ? Quelle société voulons-nous construire ensemble ? Le problème est que le récit dominant aujourd'hui est celui du règne de l'individu, alors qu'il y a de vraies demandes de solidarités et de services publics. »

bas : selon la période, les gens demandent moins d'Etat, moins d'impôt, moins de redistribution, ou en demandent plus. Ainsi, lors de l'élection de François Hollande, cette demande avait fortement augmenté, ce qui infirme la thèse selon laquelle son succès était dû au rejet de Nicolas Sarkozy. Et actuellement cette demande remonte, alors qu'en 2017 elle était au plus bas. S'agissant des questions culturelles, par exemple le débat sur l'immigration, on a un paradoxe : on n'a jamais eu autant de votes pour le RN⁽¹⁾, et, en même temps, on n'a jamais eu de positionnement de long terme aussi favorable à l'immigration ; l'in-

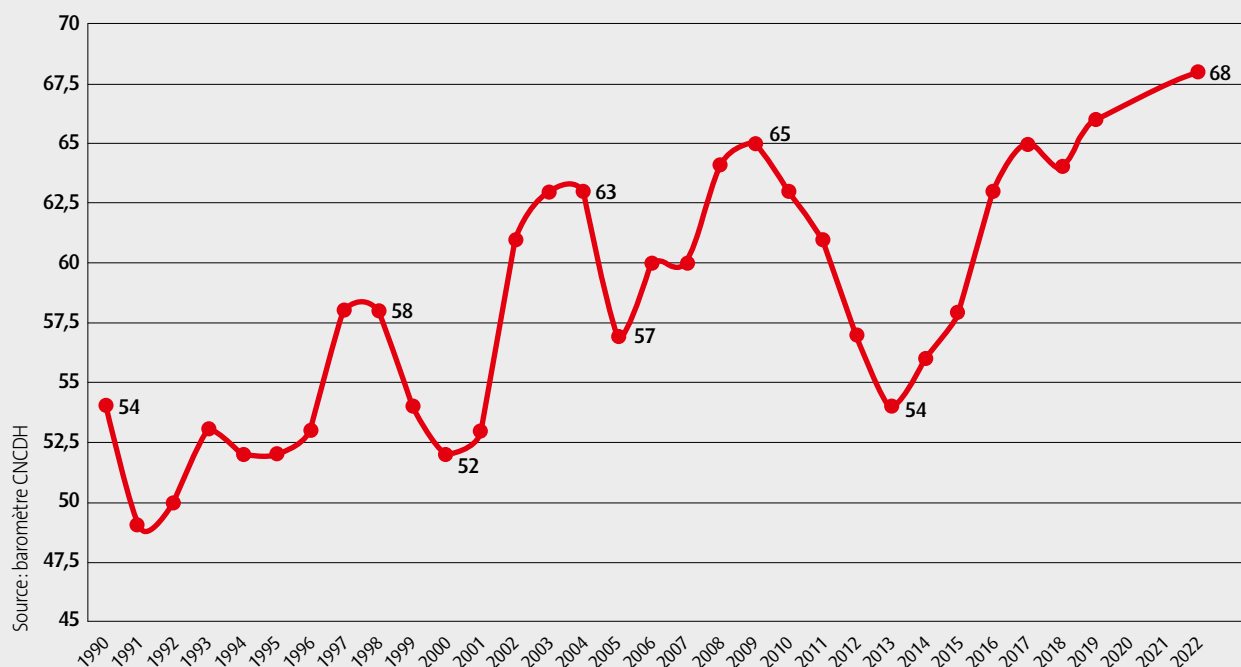
dice longitudinal de tolérance que nous établissons chaque année pour le rapport de la CNCDH⁽²⁾ sur le racisme n'a jamais été aussi haut⁽³⁾ (voir graphique).

Ce paradoxe tient d'une part à l'incapacité de la gauche à incarner quelque chose, d'autre part à la transformation du rapport à l'offre politique de la part des citoyens, et c'est un vrai problème. De fait, autant à la présidentielle les gens se sont plutôt bien mobilisés malgré une campagne qui passait derrière le Covid, puis la guerre en Ukraine, mais aussi par le choix d'Emmanuel Macron de faire une campagne courte, autant, lors des législatives, on a connu un taux d'abstention préoccupant, pas loin de 50 %. Or plus l'abstention⁽⁴⁾ est forte, plus le vote de ceux qui s'expriment est sociologiquement et politiquement biaisé, au détriment notamment de la gauche, mais aussi du RN. Pourtant la gauche, via la Nupes⁽⁵⁾, a été bien mieux médiatisée que lors de la présidentielle ; cela interroge sur sa capacité à aller chercher des électeurs notamment dans les quartiers populaires, chez les jeunes... qui se sont abstenus, alors que deux mois auparavant ils s'étaient déplacés.

Pourtant on a beaucoup dit que Jean-Luc Mélenchon avait permis le vote de catégories qui ne votaient pas habituellement ; ce n'était pas suffisant ?

J'ai l'habitude de dire que le vote pour J.-L. Mélenchon avait marché sur trois jambes : il était capable de parler à la gauche socioéconomique, c'est-à-dire les électeurs préoccupés par le social, de

L'indice longitudinal de tolérance (1990-avril 2022)



L'Indice longitudinal de tolérance sur les évolutions de l'opinion publique française à l'égard de la diversité a été créé en 2008 par Vincent Tiberj selon la méthode élaborée par le politiste américain James Stimson. Plutôt que de se fonder sur une seule question susceptible d'être affectée par des biais de mesure et d'erreur, d'une année à l'autre, ou de ne pas être reposée chaque année, l'indice agrège désormais soixante-quinze séries de questions posées plusieurs fois dans le baromètre de la CNC DH dans la période 1990-2022.

parler à la gauche culturelle, avec notamment son discours sur la créolisation et la reconnaissance du multiculturalisme ou ses prises de position sur le racisme, les violences policières, et de parler à la gauche environnementale. Mais le vote en sa faveur n'a pas été que de l'adhésion pure à sa personnalité ou son programme ; ça a aussi été un vote tactique qui a pris de l'ampleur dans la dernière semaine ; c'est aussi un effet lié au mode de scrutin.

Surtout le souci est que pour beaucoup, et notamment les jeunes électeurs, l'élection qui prime est la présidentielle : pour eux, une fois cette élection jouée, à quoi bon aller voter aux législatives ? L'Assemblée nationale depuis 2002 a vu son rôle fortement se rétrécir. Or cette année, voter aux législatives avait un sens. Peut-être que ce vote à terme retrouvera du crédit avec cette Assemblée plus équilibrée, qui est redevenue un lieu de débat. Mais aujourd'hui, pour des jeunes qui ont toujours connu cette séquence électorale bizarre – choisir un Président puis valider ce choix en éliminant des députés –, se déplacer pour voter aux législatives n'a rien d'évident car ils

On n'a jamais eu autant de votes pour le RN, et, en même temps, on n'a jamais eu de positionnement de long terme aussi favorable à l'immigration ; l'indice longitudinal de tolérance établi chaque année pour le rapport de la CNC DH sur le racisme n'a jamais été aussi haut.

n'ont pas le sentiment que cela va changer l'équilibre des pouvoirs.

On est donc loin d'avoir un électorat structuré et cela pose la question du rapport à la politique, pas seulement parmi les plus jeunes mais aussi dans les générations post-« baby-boom », qui sont beaucoup moins connectées à la culture de la remise de soi qu'implique la démocratie représentative, alors qu'existe une demande de plus en plus forte d'association, et de démocratie participative. C'est tout cela qui explique qu'aux législatives s'est reproduit ce qui s'était passé aux régionales ou aux européennes : un fort doute sur l'intérêt d'aller voter.

Dans ce contexte qu'est-ce qui vous permet de dire que les valeurs de gauche sont toujours fortement présentes ?

Les indices que je mobilise s'appuient sur des dizaines de questions de sondages posées régulièrement, parfois depuis les années 1970. Par exemple lorsque vous demandez aux gens s'il faut plus contrôler les entreprises, les réponses sont très partagées : l'Etat minimum n'est pas massivement accepté ; il y a encore une demande d'intervention. Et quand on demande s'il faut réduire le nombre de fonctionnaires,

(1) Rassemblement national.

(2) Commission nationale consultative des droits de l'homme.

(3) Sur la présentation de cet indice, voir V. Tiberj, « Le racisme est-il une affaire du passé ? », in *H&L* n° 186, juin 2019, p. 9-11 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2019/07/HL186-Actualit%C3%A9-1-Le-racisme-est-il-une-affaire-de-pass%C3%A9.pdf).

(4) Sur le sujet de l'abstention, voir V. Tiberj, « Entendre les voix de l'abstention », in *H&L* n° 191, septembre 2020, p. 12-14 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2020/10/HL191-Actualit%C3%A9-2-Entendre-les-voix-de-labstention.pdf).

(5) Nouvelle union populaire écologique et sociale.

une majorité répond par la négative. Ces débats anciens continuent à travailler l'opinion de façon contradictoire et ainsi on a ce paradoxe de services publics plébiscités alors que ceux qui les défendent ne sont pas entendus. Peut-être parce que les partis qui devraient défendre ces services ont intégré, dans leur logiciel programmatique, l'idée qu'ils coûtent trop chers⁽⁶⁾. Or si la gauche ne défend pas ce type de demande, elle ne sera pas en capacité de mobiliser sur ses valeurs socioéconomiques et laissera la place à d'autres forces qui tiendront un discours sur d'autres enjeux, comme l'immigration, l'identité ou la sécurité. En outre, on a rarement à gauche une logique de défense des sociétés multiculturelles dans lesquelles nous vivons; ainsi on en est encore à se poser la question de la compatibilité de l'islam avec la République, alors que nous sommes devant des musulmans de troisième génération et que les discriminations ethnoraciales ont encore du mal à même être reconnues.

Est-ce que la popularité du thème «trop d'impôts» ne contredit pas en partie votre analyse?

On se trouve typiquement dans ce qu'en science politique on appelle une question de «cadrage»: sur ce sujet, comme sur l'immigration ou la sécurité, ce sont les arguments de la droite qui priment: «on paye trop d'impôts». Il est vrai qu'en France on en paye beaucoup, mais ils servent à quelque chose. Or il y a des demandes pour une école de qualité, un hôpital de qualité, des services publics qui fonctionnent bien; ça a un prix, et il faut l'assumer.

En fait la question est: quel est le récit collectif qui est proposé aux Français? Quelle société voulons-nous construire ensemble? Le problème est que le récit dominant aujourd'hui est celui du règne de l'individu – à distinguer de l'individualisme –, alors qu'il y a de vraies

«Ce qui pose problème c'est que l'essentiel des sondages aujourd'hui en France est fait par Internet, sans jamais s'interroger sur les biais de ce mode de passation. Résultat: une surestimation de la droite.»

demandes de solidarités et de services publics. Répondre à ces demandes passe par l'impôt⁽⁷⁾. Mais nous sommes dans un moment compliqué: on voit bien que lorsqu'on réfléchit en termes d'égalité, de discriminations, de possibilité de vivre, se posent les questions des inégalités sociales, de genre, des violences sexistes, des origines, des orientations sexuelles... Or on en est encore à se demander si une inégalité est plus légitime qu'une autre. A mon sens le vrai récit émancipateur est celui qui est capable de parler de toutes ces inégalités: il faut arrêter de penser que parler du genre, c'est moins parler des classes sociales: les emplois les plus précaires dans notre société de services sont le plus souvent exercés par des femmes; de plus, les questions de genre ne se limitent pas à des questions de comportement mais sont aussi des questions socioéconomiques. De même, les discriminations raciales ce n'est pas seulement être empêché d'entrer dans un club ou un restaurant de plage, mais aussi d'accéder à un logement, d'obtenir un emploi pour lequel on est qualifié, avoir plus de difficulté pour obtenir un prêt... Une partie de la gauche continue à se demander si l'intersectionnalité c'est bien ou pas, alors que c'est d'abord une réalité statistique, démontrée régulièrement en sciences sociales: on voit bien qu'il y a des inégalités qui se cumulent et qui aggravent la situation de ceux qui les subissent⁽⁸⁾.

Quel rôle jouent les sondages? Ne sont-ils pas la source des biais que vous avez dénoncés?

Bien sûr la place des sondages dans la vie démocratique, c'est un enjeu qui interroge. On n'a jamais fait autant de sondages que lors de cette dernière présidentielle, avec des «rollings», c'est-à-dire des sondages quotidiens largement débattus chaque jour: on a encore trop donné place à la «courses de petits chevaux», pour reprendre une expression américaine. Une grande partie du débat pendant la

campagne a tourné autour de ça, avec des variations d'intentions de vote statistiquement souvent insignifiantes, abondamment commentées chaque jour.

Je ne suis pas hostile aux sondages, j'en utilise souvent pour mon travail et les enquêtes académiques sur lesquelles je travaille sont des sondages. Mais le vrai souci est que l'essentiel des sondages aujourd'hui en France est fait par Internet. Or tout mode de passation des sondages a des biais. Par exemple dans l'enquête pour la CNCDH, on utilise le face-à-face; on interroge des gens qui ont accepté qu'un interviewer vienne chez eux, qui ont confiance, et à partir de là ils sont peut-être moins racistes que ceux qui refusent d'ouvrir leur porte. De même, quand on est interrogé en face-à-face par un enquêteur sur des questions comme la peine de mort ou le genre, il y a des choses plus difficiles à dire que d'autres alors que seul, devant son écran, on n'a pas la même retenue. Ce qui pose problème ce n'est pas l'existence de biais propres à chaque mode de sondage, c'est qu'aujourd'hui on ne fait que de l'Internet, sans jamais s'interroger sur les biais de ce mode de passation. Or les gens qui participent à ces access panels ne sont pas sélectionnés, ils se proposent, souvent attirés par la rémunération qui va avec (à la différence du face-à-face qui n'est pas rémunéré): cela donne un profil d'individus très différent de l'ensemble de la population. Pendant quelques années, pour la CNCDH, on a fait à la fois du face-à-face et de l'Internet: on a vu que la droite était surreprésentée sur Internet, avec une différence de neuf à seize points. Cela ne signifie pas qu'un mode est meilleur que l'autre mais simplement que les sondages sur Internet surestiment la droite; et d'ailleurs, quand on compare les sondages de la dernière semaine de campagne avec les résultats, on voit que la gauche a été sous-estimée de six points... ●

Propos recueillis par Gérard Aschieri, rédacteur en chef de D&L

(6) Pour certains de ces partis, notamment le PS, a dominé l'idée qu'une politique économique n'était pas une affaire de choix, que «l'efficacité» s'imposait, qu'il n'y avait pas d'alternative (à tort).

(7) A un moment donné, le PCF avait lancé une campagne sur ce thème...

(8) Si on prend l'exemple des caissières et des femmes de ménage, on se rend compte que leurs conditions de travail et leurs horaires atypiques impactent leur santé, leur vie familiale, et le devenir des générations qui suivent.